

«Au milieu d'un cercle vicieux»

Carlo Thelen, le chef économiste à la Chambre de commerce, estime que le Luxembourg est à un point de «non-retour».

Cela ne me surprend pas vraiment», lance Carlo Thelen, quelques heures après l'abaissement à la «négative» de la perspective du Luxembourg. En effet, depuis le début de la crise, l'économiste a fait remarquer que le déséquilibre budgétaire du Grand-Duché ne pourrait pas durer, que des réformes structurelles étaient nécessaires afin de pérenniser la stabilité financière du pays. «Mais l'occasion pour résoudre ces problèmes structurels en douceur a été ratée. Avant la crise, l'excellente conjoncture a quelque peu masqué de nombreux problèmes structurels», dit Carlo Thelen.

La récente mise en garde de Moody's est à ses yeux une menace réelle pour le triple A luxembourgeois. Pire encore : «Nous sommes au milieu d'un cercle vicieux», estime-il. Carlo Thelen relève notamment que le Grand-Duché a triplé sa dette entre 2005 et aujourd'hui, même si elle reste encore largement en-dessous des critères de Maastricht. Un autre souci,

que l'économiste partage d'ailleurs avec le ministre des Finances, Luc Frieden, est la stagnation des recettes budgétaires. «Depuis 2002, le budget de l'Administration centrale de l'État était une seule fois à l'équilibre. Et depuis 2010, la situation du déficit s'est empirée», note Carlo Thelen. Et dans ce contexte, une violation des critères de Maastricht ne serait plus impensable.

➤ «Un pays se gère comme une entreprise»

En effet, d'après les dernières prévisions, le déficit de l'Administration publique pourrait atteindre 3,2 % en 2013, trop pour se maintenir dans les limites imposées par le traité. «Le Luxembourg est aussi le pays avec les promesses de pensions les plus élevées. En additionnant tout cela, nous comptons parmi les pays les plus endettés au monde», ajoute Carlo Thelen. Quelle serait la conséquence d'une perte du triple A?

«Nous risquerions de perdre notre stabilité économique et sociale et les investisseurs bouderaient sans doute le pays. De plus, nos taux de prêt deviendraient beaucoup moins intéressants, ce qui mettrait encore plus de pression sur nos finances publiques», analyse Carlo Thelen, qui voit le Luxembourg à un «point de non-retour».

À ses yeux, le moment est venu pour le gouvernement luxembourgeois, de développer enfin une vision, basée sur la une bonne gouvernance budgétaire, une radiographie de toutes les dépenses et sur une stratégie de renforcement de nos recettes fiscales. «Idéalement, un pays se gère comme une entreprise. L'efficacité et la performance doivent être les mots d'ordres de l'État. Tout doit être fait pour garantir sa survie, même si, des fois, il faut repenser son fonctionnement», conclut Carlo Thelen.

Christiane Kleer